



Paris, le 12 juin 2017

Archéologie : hors de question de signer la pétition anonyme !

Contactée le 22 mai, comme l'ensemble des autres syndicats représentés, par un mystérieux « collectif d'archéologues » la section INRAP du SNAC-FSU a été sollicitée pour s'associer et signer une pétition intitulée « Françoise Nyssen : sauvons l'archéologie préventive » qui circule maintenant depuis plus d'une semaine, largement relayée via internet et les réseaux sociaux.

Après une diffusion rapide à nos adhérents qui ont abondamment réagi, un très large consensus s'est immédiatement dégagé. Nous avons donc répondu au contact représentant ce « collectif » en expliquant pourquoi il ne nous était pas possible de nous associer à ce texte sans modifications substantielles de son contenu. Ayant pris acte de notre position mais refusant toute possibilité de correction, ils ont néanmoins décidé de diffuser cette pétition.

Ce texte, qui fait le vœu pieux de rassembler l'ensemble des archéologues, a été rédigé par un « collectif », qui malgré notre demande, n'a pas voulu lever son anonymat, ce qui nous semble très gênant sur la forme et pose donc un problème évident de légitimité et de représentativité.

Si nous nous sommes organisés en syndicat, c'est justement pour être plus forts, pour se fédérer, adopter une position commune et être visibles et légitimes auprès des représentants de l'Etat afin d'être entendus (quitte à employer tous les moyens légaux, dont la grève, pour y parvenir).

Sur le fond, nous partageons bien évidemment le constat de la détérioration de l'archéologie préventive et des conditions de travail depuis une quinzaine d'années, quelle que soit la structure, publique ou privée. **Néanmoins, nous remarquons l'absence dans ce texte de la remise en cause de la concurrence commerciale en archéologie préventive, qui est pour nous l'origine principale de la situation actuelle.**

Dénoncer les conséquences ne suffit pas : il faut s'attaquer aux causes des problèmes actuels !!

Le 29 avril 2003, l'intersyndicale Culture résumait ainsi la situation future de l'archéologie préventive, suite à la réforme introduite la même année :

- **La primauté de l'intérêt particulier sur l'intérêt général**
- **La négation du service public de l'archéologie**
- **La mise en concurrence financière des différents intervenants**
- **La limitation drastique des budgets d'intervention**
- **La dispersion de l'information scientifique et du mobilier archéologique**

Ces prédictions se sont malheureusement avérées exactes et les drames scientifiques et humains que nous vivons aujourd'hui chez l'ensemble des différents acteurs (INRAP, SRA, services de collectivités et entreprises privées), est la conséquence directe de cette politique néo-libérale où la liberté d'entreprendre prime en tout sur la politique de recherche, d'étude et de protection de notre patrimoine archéologique national.

Pour notre syndicat, seul un retour à un grand pôle de service public de l'archéologie, constitué par les services des collectivités et l'INRAP, avec un renforcement des SRA, est une solution acceptable. Dans ce pôle, les collègues du privé devront être intégrés parce qu'il y a du travail pour tous. Mais tant que l'archéologie sera considérée comme un marché, où des opérateurs se livrent forcément une guerre commerciale, il y aura logiquement un dumping, que paient comptant les archéologues et la recherche !!